**Avis de lancement d’un appel d’offres de travaux sous procédure négociée**

**Avis d'appel à manifestation d'intérêt**

La Représentation de la Commission européenne en France a l'intention de conclure un contrat de travaux ayant comme objet des travaux de mise en conformité avec les normes de sécurisation ainsi que des travaux de rénovation et d’embellissement des locaux de la Représentation Régionale de la Commission européenne à Marseille, située au CMCI, 2 rue Henri Barbusse – 13001 Marseille.

Les travaux portent sur la pose d’un nouveau faux plafond, la création d’un bureau, la réfection du système de CVC, la mise à jour des circuits CFO/CFA ainsi que le réaménagement des sanitaires et de la salle de réunion. L’espace accueil/administration devra également être repensé avec la création d’un SAS (secure access system) sécurisé, la pose d’un comptoir d’accueil, de cloisons de sécurité et de menuiseries pare-balles (FB4 et BR4).

Le présent appel d’offres n’est pas divisé en lots. La sous-traitance est autorisée.

Les travaux envisagés sont :

- Second œuvre comprenant déposes, démolitions, cloisonnement, revêtements de sols souples et durs, revêtements muraux, plafonds et portes

- Menuiseries spécifiques FB4-EN1522 avec vitrage BR4

- Agencements

- CVC, plomberie

- CFO/CFA

À titre indicatif, le coût total des travaux est estimé entre 280 000 et 310 000 euros.

**Conditions de participation**

- Peuvent montrer leur intérêt à participer au présent appel d’offres tous les opérateurs économiques et personnes morales relevant du domaine d’application du marché.

Les opérateurs économiques peuvent présenter une offre soit en tant que soumissionnaire unique, soit en tant que groupement de soumissionnaires. Dans les deux cas, la sous-traitance est autorisée.

- Les parties prenantes sont informées que, dans le cadre de cet appel d'offres, elles devront prouver qu'elles répondent à certains critères de sélection. L’objectif des critères de sélection est d’évaluer si le soumissionnaire possède les capacités juridiques, réglementaires, économiques, financières, techniques et professionnelles nécessaires à l’exécution du contrat. Au stade actuel de la procédure (manifestation d'intérêt) la soumission des éléments justificatifs n’est pas demandée. Les opérateurs économiques et personnes morales peuvent exprimer leur intérêt à condition qu’ils remplissent les critères.

Pour satisfaire aux critères de sélection, le soumissionnaire peut faire appel à des sous-traitants ou à d’autres entités (qui ne sont pas des sous-traitants).

Les critères de sélection suivants doivent particulièrement retenir l’attention des opérateurs économiques souhaitant participer à cet appel d’offres.

**Critères de sélection**

- *Capacité économique et financière*

Niveau minimal de capacité: le chiffre d’affaires annuel moyen des deux derniers exercices financiers doit être supérieur à 200 000 euros.

Éléments justificatifs: copie du compte de résultat et du bilan pour les deux derniers exercices clos de chaque entité associée ou, à défaut, déclarations appropriées de banques. L’exercice le plus récent doit avoir été clos au cours des 18 mois précédents.

- *Capacité technique et professionnelle*

Niveau minimal de capacité: au moins deux projets similaires (en termes de portée et de complexité) réalisés au cours des cinq dernières années précédant la date limite de soumission des offres, avec pour chacun d’eux une valeur minimale de 100 000 euros.

Éléments justificatifs: une liste des projets satisfaisant au niveau minimal de capacité. La liste comporte des détails sur les dates de début et de fin, le montant total et la portée du projet, le rôle et le montant facturé. Dans le cas de projets en cours d’exécution, seule la partie qui a été menée à bien pendant la période de référence sera prise en considération.

Les opérateurs économiques et personnes morales qui souhaitent recevoir l’invitation à soumissionner et les documents relatifs à l’appel d’offres sont invités à envoyer leur manifestation d'intérêt au plus tard le **25/04/2022 à 24 h (minuit)** à l’adresse électronique COMM-REP-PAR-ADMINISTRATION@ec.europa.eu en indiquant la référence suivante : « **COMM/MRS/2022/MVP/0288 - Travaux de sécurité Marseille** ».